

À un mois de la présidentielle américaine : et si le programme était commun?

On est maintenant à un mois de l'élection présidentielle américaine et, de ce qui est au moins aussi important, les élections au Congrès. C'est le moment de dresser un état des lieux et de chercher des perspectives en s'appuyant sur le constat. Ce n'est évidemment pas le bilan des années de présidence Obama, qui relève avant tout de la communication, alors que l'action réelle a été limitée et menée sous la direction effective de la majorité des deux chambres. Au-delà des opérations spectaculaires sans effet réel et des échecs répétés sur le plan géopolitique, l'économie a confirmé sa tendance.

La croissance est là, mais sans inflation et sur un rythme très modéré

L'année de 2016 sera la septième année de croissance consécutive pour une économie américaine qui s'est ainsi relevée d'un cycle de récession de 2004 à 2009. Le pilotage de ce rebond a été délégué pratiquement en totalité à la Réserve Fédérale : la crise étant venue de la finance et de la bulle des crédits hypothécaires dits subprime, c'est par la dette que devait être géré l'excès de dette. Les différentes écoles d'économistes pourront longtemps débattre des influences respectives de la

gestion de la monnaie et de la montée en puissance de l'investissement et de la production pétrolière, mais le constat est là.

Pratiquement sans impulsion budgétaire ni même législative ou réglementaire, l'économie américaine présente un bilan ou le positif l'emporte largement sur le négatif. Au-delà des données brutes d'activité, le premier indicateur est le marché de l'emploi. Le taux de chômage de 5 % de la population active correspond au plein emploi et n'est pas si éloigné des records de 4 % des années 1998-2000. À ce stade, on a un peu de mal à comprendre le blues d'une partie de l'électorat américain.

Au moment où le cycle se modère et que la stabilisation de la croissance potentielle américaine se fixe autour de 2,5 %, le constat est cependant mitigé sur la question de l'emploi : le temps partiel subi reste élevé, le taux de participation ne se relève pas et reste inférieur à 63 % des classes d'âge concernées et, surtout, les salaires stagnent. La hausse moyenne du salaire horaire n'atteint pas 2,5 % quand les précédents hauts de cycle avaient enregistré 5% et plus.

Cette question de l'inflation apparaît comme le point noir dans l'analyse de la stratégie de la Fed. Si des éléments statistiques avancent une dérive des prix de 2 % hors énergie et alimentaire et de 3 % dans les services, l'excès de liquidités apportées par l'institut d'émission a trouvé ses limites sur ce point comme sur celui de l'instauration d'une croissance économique durable.

Au-delà du résultat du vote, en tout état de cause, la relance budgétaire, la baisse de la fiscalité

La croissance forte, les records qui tombent à Wall Street, l'immobilier moyen et haut-de-gamme, qui ont retrouvé leurs niveaux d'avant-crise des subprime, pourquoi cela ne se traduit-il pas par un consensus politique que le scrutin du 8 novembre devrait consacrer ? On sait que c'est l'élargissement des inégalités dans la reprise qui a confirmé les excès de la croissance précédente qui est en cause. Main Street (la grande rue des villes moyennes) contre Wall Street (symbolisant l'économie financiarisée) résume finalement toujours le débat présidentiel.

On peut s'arrêter sur le programme de M. Trump, souvent occulté par les outrances de sa personnalité. Derrière les formules plus que réductrices, on trouve des recettes qui n'ont rien d'exceptionnel : baisse des impôts sur les ménages et les entreprises, baisse des charges et allègement des réglementations, libération des industries « polluantes », restriction aux régimes fédéraux de santé, rénovation des infrastructures, renforcement des règles protectionnistes dans les relations de commerce international...

Les avertissements des grands cabinets d'étude internationaux face à cette improbable élection sont manifestement excessifs. Comment croire que dans une union d'États au sein de laquelle les pouvoirs sont strictement encadrés, l'action de l'administration présidentielle coûterait à terme 1 à 2% de croissance par an et triplerait le taux de chômage ? Les marges de manœuvre des présidents sont plus que limitées sur le plan budgétaire et la remise en cause des accords commerciaux internationaux sera très complexe à mettre en œuvre. On s'ait qu'à l'inverse, le premier effet des mesures – forcément limitées - serait de doper la croissance et l'emploi au détriment des ratios de dette publique.

On peut laisser les Cassandre juger de la réalisation de leurs scénarios de fin du monde en Grande-Bretagne. Pour ce qui concerne les États-Unis, le paradoxe est que, précisément, la victoire probable de l'establishment du politiquement correct et de la bureaucratie démocrate de Washington pourrait bien déboucher sur un programme de relance budgétaire, de baisse de la fiscalité et de termes plus durs pour le commerce international. Les marges de manœuvre de Mme Clinton seront limitées par les pouvoirs du Congrès comme l'auraient été celles de M. Trump et, d'ailleurs, sa campagne s'est révélée très discrète sur le plan économique. Mais la moitié des américains, le peuple de Main Street, sera peut-être, dans des proportions assez faibles il est vrai, le gagnant de cette présidentielle à la campagne si médiocre. Et l'économie américaine et son cycle avec eux.